



## ***La mobilisation des travailleurs pour battre le patronat et ses serviteurs politiques***

Mardi le Président de la République a accepté la démission de Gabriel Attal en attendant la nomination d'un nouveau premier ministre. Les ministres exerceront leurs fonctions dans le cadre d'un gouvernement démissionnaire. Celui-ci restera en place pour gérer les affaires courantes.

Macron a affirmé que cette situation durerait probablement « *un certain temps* », « *quelques semaines* », jusqu'à la fin des JO... La définition des « *affaires courantes* » et de la « *continuité de la vie de l'État* » ouvre la voie à de potentielles dérives. Un tel gouvernement pourrait ainsi demeurer en place pour une période de temps indéfinie, sans que le parlement ne puisse mettre fin à ses fonctions par une motion de censure. Seul Macron a entre les mains la décision de nommer un nouveau premier ministre et de mettre fin à cette situation.

***Wauquiez et Darmanin sont prêts à s'entendre sur un « pacte législatif ».***

Laurent Wauquiez de LR appelle à la « *responsabilité* » et il veut une coopération « *étroite* » pour travailler avec le Sénat ou la droite dirigée par Gérard Larcher à la majorité. Darmanin appuie en déclarant « *Nous devons travailler avec Les Républicains sur le fond. Les propositions législatives du groupe de la droite républicaine sont très intéressantes et méritent que nous en discutons* » pour donc gouverner à droite toute!

Mais avec 168 sièges pour les composantes du camp présidentiel et 46 pour les Républicains, cet accord ne garantit pas une stabilité pour un gouvernement qui reste largement minoritaire.

***Un appel du pied à la droite et au PS, au nom de la stabilité nécessaire !***

Pour compléter cette majorité à l'Assemblée, Darmanin appelle le PS pour une « *grande coalition* » du PS aux Républicains. Le socialiste Philippe Brun défend aussi un gouvernement prenant en compte les équilibres parlementaires... En clair, former un exécutif qui compte des socialistes, des centristes, des macronistes et des élus de droite.

De leur côté communistes et socialistes envisagent également un gouvernement capable de discuter et de construire des compromis avec d'autres forces politiques, ces fameuses majorités texte par texte. Il faut une majorité dit Manuel Domergue de la Fondation Abbé Pierre cela nécessite, selon lui, des accords sur quelques points entre Ensemble et le NFP ce que nous espérons voir... Quant au RN il veut se montrer respectable, prêt à gouverner au service de la capital.

La crise politique s'installe, la cuisine politicienne continue. Le vote pour la Présidence de l'Assemblée Nationale de ce jeudi 18 juillet est un premier test.

Plusieurs scénarios sont ouverts pour la suite, gouvernement de gauche minoritaire, alliance minoritaire entre le macronisme et la droite traditionnelle, gouvernement de coalition entre différentes forces politiques, gouvernement technique mais aucun ne semble simple à réaliser.

***Le capital et ses valets continueront à porter leurs coups contre le monde du travail.***

Dans son rapport, publié lundi 15 juillet, la Cour des comptes (lien avec article) estime que la situation des finances publiques est « *inquiétante* » ... « *Qui que ce soit qui gouverne demain la France, le prochain gouvernement devra s'emparer de cette situation des finances publiques* » réagit Pierre Moscovici le président socialiste de la Cour des comptes estimant que le prochain exécutif « *devra réduire notre endettement* », un avertissement et une feuille de route pour le futur gouvernement qu'il soit de gauche, du centre ou d'ailleurs. Les uns et les autres demanderont aux travailleurs de patienter car « *tout n'est pas possible tout de suite* » .

La population a du mal à boucler les fins de mois, les salariés subissent des conditions de travail de plus en plus dures, à l'hôpital le manque de moyens pour soigner est accablant et les patients en supportent les conséquences. Le pouvoir d'achat est au centre des préoccupations, bas salaires, petites retraites, hausse continue des prix, précarité du travail, dégradation des services publics, inquiétude de l'avenir et rejet de Macron et sa politique. Le capital continue à s'enrichir. Une colère sociale gronde.

### ***La précarité progresse en France, comme en témoignent les dernières données publiées par l'Insee.***

Les indices publiés le 11 juillet, concernant le taux de pauvreté et les privations montrent 14,4 % de la population vit sous le seuil de pauvreté plus de 500.000 personnes supplémentaires ont basculé dans la pauvreté, le nombre de Français contraints de renoncer à leurs besoins essentiels a doublé en l'espace de dix ans.

La proportion des foyers ayant souffert du froid est passée de 14 % à 26 % en trois ans. Le taux de privation de chauffage a bondi à 10 % en 2022 puis à 12 % aujourd'hui. On a atteint un record d'expulsions locatives. De moins en moins de logements locatifs sont disponibles. Le nombre de ménages en attente d'un logement social est de 2,6 millions en 2023. Les personnes les plus précaires n'ont même plus accès à l'hébergement d'urgence.

### ***Aucun changement sans mobilisation massive des travailleurs pour imposer leurs exigences***

Pour appliquer une politique en faveur des salariés il ne suffit pas d'avoir une majorité de sièges au Parlement, il faut un rapport de force, un mouvement social en capacité de battre le patronat et ses serviteurs politiques afin de briser les obstacles de classe. Qu'ils soient de droite, d'extrême droite ou de gauche, chacun à sa façon, tous insistent sur les « *sacrifices* » que le peuple doit faire.

Aucun autre parti politique que le notre ne propose d'obliger les grands groupes capitalistes industriels et financiers à payer les conséquences de leur politique avec les centaines de milliards d'euros qui appartiennent aux salariés car ce sont eux, par leur travail qui produisent ces richesses. Tout cet argent volé aux travailleurs et accaparés par les capitalistes est utilisé pour accroître les profits et les richesses des possédants<sup>[1]</sup>. Ce sont eux les maîtres de l'économie capitaliste, ceux qui ont en main les leviers décisifs de cette économie et les leviers politiques. « *Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » écrivait Karl Marx. Il est urgent de renforcer un parti qui défende non seulement les intérêts immédiats des salariés mais aussi la nécessité d'en finir avec le capitalisme. Il faut renforcer le Parti Révolutionnaire Communistes : cet outil politique indispensable nous l'avons pour celles et ceux qui combattent le capitalisme ceux qui veulent changer de société ont leur place pour mener ce combat avec nous.

<sup>[1]</sup>. Entre 2022 et 2023 Bernard Arnault + 30,5% ; Axel Dumas (Hermès) + 55% ; Alain et Gérard Wertheimer (Chanel) + 21% ; F. Bettencourt (l'Oréal) +20% (Classement 2023 du quotidien Capital)